



**Conseil Économique
et Social**

Distr.
GÉNÉRALE

E/CN.4/2000/SR.3
30 mars 2000

Original : FRANÇAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

Cinquante-sixième session

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 3^{ème} SÉANCE

tenue au Palais des Nations, à Genève,
le mardi 21 mars 2000, à 15 heures

Président : M. SIMKHADA (Népal)

SOMMAIRE

DÉCLARATION DE M. JAIME GAMA, MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
DU PORTUGAL

DÉCLARATION DE M. JERZY KRANZ, VICE-MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
DE LA POLOGNE

DÉCLARATION DE M. DIMITRIJ RUPEL, MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
DE LA RÉPUBLIQUE DE SLOVÉNIE

DÉCLARATION DE M. JAN KAVAN, MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
DE LA RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

RAPPORT DU HAUT-COMMISSAIRE DES NATIONS UNIES AUX DROITS DE L'HOMME
ET SUIVI DE LA CONFÉRENCE MONDIALE SUR LES DROITS DE L'HOMME

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également incorporées à un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, une semaine au plus tard à compter de la date du présent document, à la Section d'édition des documents officiels, bureau E.4108, Palais des Nations, Genève.

Les rectifications aux comptes rendus des séances publiques de la Commission seront groupées dans un rectificatif unique qui sera publié peu après la session.

GE.00-11756 (F)

La séance est ouverte à 15 h 35.

DÉCLARATION DE M. JAIME GAMA, MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
DU PORTUGAL

1. M. GAMA (Portugal), intervenant au nom de l'Union européenne et des pays d'Europe centrale et orientale qui lui sont associés, soit la Bulgarie, l'Estonie, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, la Pologne, la République tchèque, la Roumanie, la Slovaquie et la Slovénie, ainsi que de Chypre, Malte et la Turquie, souligne l'importance des droits de l'homme dans la politique étrangère moderne et la nécessité d'assurer leur respect partout dans le monde et sans distinction aucune fondée sur l'origine ethnique, le sexe, la religion ou la croyance. La communauté internationale a donc le devoir d'intervenir chaque fois que des violations des droits de l'homme sont commises où que ce soit dans le monde et de demander aux États concernés de mettre fin à ces violations et de traduire leurs auteurs en justice. Il convient de rappeler également que les droits de l'homme sont non seulement universels mais également indivisibles et interdépendants et qu'il est désormais impossible de séparer les droits civils et politiques des droits économiques, sociaux et culturels. Pour progresser dans le domaine des droits de l'homme, il est nécessaire de redéfinir et d'approfondir les approches de la question. Avec l'élaboration en cours d'une charte européenne des droits de l'homme, l'Union européenne vise à établir un code général de valeurs communes afin de mieux protéger tous ceux qui vivent dans ses pays membres.
2. Il faut aussi savoir tirer parti des nouveaux obstacles auxquels se heurtent continuellement les efforts pour assurer la mise en œuvre des droits de l'homme. Ainsi, tout en étant conscient des dangers que présente la mondialisation, il convient de reconnaître ses effets positifs sur la qualité de la vie dans le monde entier, ce qui pourrait conduire à l'instauration d'une société plus viable dans laquelle chacun connaîtrait mieux et exercerait pleinement ses droits.
3. La protection de l'individu est un élément central de la politique de l'Union européenne. Elle considère donc que l'abolition de la peine de mort contribue au renforcement de la dignité humaine et au développement progressif des droits de l'homme et continue par conséquent à lutter en faveur de son abolition universelle ou du moins d'un moratoire sur les exécutions. Cependant, les problèmes liés aux droits de l'homme ne sont pas du seul ressort de l'État. Les gouvernements doivent travailler en coopération avec la société civile en général et avec les ONG engagées dans la défense des droits de l'homme en particulier, dont la liberté de circulation et d'expression ne doit en aucun cas être entravée. Ce dialogue permanent avec les ONG a permis d'accroître la transparence des activités des gouvernements des pays membres de l'Union européenne dans le domaine des droits de l'homme. C'est ainsi que l'UE a publié en 1999 son premier rapport annuel sur les droits de l'homme. Sachant que la situation des droits de l'homme dans ses États membres n'est pas parfaite, l'Union européenne entend améliorer les mécanismes de protection de ces droits afin que jamais la dignité de la personne humaine ne soit mise en danger.
4. Par ailleurs, l'Union européenne continue à participer activement au processus d'évaluation relatif aux Conférences mondiales de Copenhague sur le développement social et de Beijing sur les droits de la femme ainsi qu'au processus préparatoire de la Conférence mondiale sur le racisme. Elle est fermement convaincue en effet que la défense du principe de non-discrimination devrait être au cœur de la politique de tout pays en matière de droits de l'homme.

5. Au cours de l'année écoulée, certaines situations particulières ont vivement retenu l'attention de l'Union européenne, notamment les événements qui se sont déroulés au Timor oriental. Elle a pris note des recommandations formulées par la Commission internationale d'enquête et la Commission d'enquête indonésienne et espère vivement que les responsables de violations des droits de l'homme seront traduits en justice. Elle reste préoccupée par la situation des réfugiés et des personnes déplacées au Timor occidental et demande instamment à la communauté internationale de continuer à participer aux efforts pour assurer leur retour dans des conditions de sécurité. Alarmée par les informations émanant de la Tchétchénie, l'Union européenne souligne l'importance d'une présence internationale dans la région et demande instamment aux autorités russes de respecter leurs engagements et de mener une enquête transparente sur les violations des droits de l'homme qui ont été alléguées. Enfin, tout en reconnaissant les progrès accomplis sur le plan économique notamment, en Chine, l'Union européenne déplore l'absence de progrès dans le domaine des droits de l'homme comme l'indiquent notamment le recours à la peine de mort, les restrictions imposées aux libertés fondamentales, l'imposition de lourdes peines aux dissidents politiques, la persécution de minorités religieuses et l'insuffisance de coopération avec les mécanismes mis en place par les Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme.

6. Pour que la Commission des droits de l'homme puisse remplir sa mission, il est indispensable qu'elle améliore et rationalise le fonctionnement de ses mécanismes. Le rapport du Groupe de travail chargé de cette question offre une solution de compromis qui devrait contribuer à un traitement plus efficace des questions relatives aux droits de l'homme. Il faut espérer aussi que la cinquante-sixième session de la Commission aboutira à des résultats concrets qui se traduiront par une amélioration effective de la situation des droits de l'homme dans le monde entier.

DÉCLARATION DE M. JERZY KRANZ, VICE-MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE LA POLOGNE

7. M. KRANZ (Pologne) rappelle que les relations internationales ne se fondent pas sur la souveraineté de l'État mais sur l'égalité des souverainetés étatiques proclamées par le droit international. La soumission au droit international constitue donc un élément essentiel de la protection de la souveraineté de tous les États et ne porte pas atteinte à la souveraineté de l'État. Quant au principe de la souveraineté, il ne peut justifier les violations des normes du droit international liant un État.

8. La fonction du droit international est aussi de protéger les valeurs communes de l'humanité, y compris les droits fondamentaux de l'homme, contre les atteintes de la part de l'État. Les traités relatifs à la promotion et à la protection des droits de l'homme sont conclus non seulement pour lier les États mais surtout pour influencer l'exercice des compétences nationales et renforcer ainsi la position du citoyen face à l'État. Il est en outre un principe bien établi du droit des gens qu'un État ne peut pas invoquer son droit interne pour se soustraire aux obligations que lui impose le droit international. L'examen de la situation des droits de l'homme dans un pays ainsi que les appels à les respecter ne constituent donc pas une intervention dans les affaires intérieures de ce pays. La Pologne est aujourd'hui reconnaissante à la communauté internationale de lui avoir lancé de tels appels dans le passé car cela a contribué à la mener sur la voie de la démocratie. En réalité, considérer que toute tentative pour influencer la situation dans un pays équivaut à une intervention, c'est ramener paradoxalement la politique internationale et le droit des gens à des instruments d'illégalité.

9. Tolérer les violations des droits de l'homme, c'est admettre que le droit international est privé de tout fondement social ou moral. L'action politique consiste en l'élaboration d'objectifs et de programmes fondés sur des choix sociaux. C'est un choix permanent entre ce qui est possible et ce qui est souhaitable, entre ce qui semble meilleur et ce qui semble moins bon. L'application du droit des gens, la promotion et la défense des droits de l'homme et, notamment, les activités de la Commission des droits de l'homme n'échappent pas à ce dilemme. L'indulgence de la communauté internationale à l'égard des auteurs de violations des droits fondamentaux de l'homme cache en réalité une insulte mal dissimulée à l'égard des victimes, ce qui est difficilement acceptable. Les pressions exercées par la communauté internationale en faveur d'un plus grand respect des droits de l'homme doivent être perçues comme visant à protéger les plus faibles, c'est-à-dire les victimes.

10. L'année écoulée a été marquée par des événements qui incitent à se pencher sur l'efficacité des mécanismes de protection des droits de l'homme. Ainsi le succès à long terme de l'opération mise en place au Kosovo dépendra de l'établissement d'une administration efficace et d'une société multiethnique, tâche qui constitue un défi pour la communauté internationale ainsi que pour les populations serbe et albanaise. Cette opération montre également que la communauté internationale est mal à l'aise face à ce genre de situation tandis que les incertitudes juridiques et politiques ne facilitent pas sa réaction. L'affaire du Timor oriental n'a fait que confirmer les incertitudes en question bien que la réaction rapide de la communauté internationale ait mis fin aux atrocités. En revanche, l'opération militaire russe en Tchétchénie laisse la communauté internationale perplexe face à des violations des droits de l'homme qui appellent une condamnation sans équivoque. Indépendamment de ses aspects juridiques, la situation en Tchétchénie est dangereuse pour l'avenir de la démocratie en Russie. Or, aucune solution politique du conflit ne semble se dessiner actuellement.

11. Pour sa part, la Pologne, où la démocratie est instaurée depuis 11 ans, est déterminée à promouvoir et à défendre les droits de l'homme par solidarité envers la population d'autres pays car elle sait ce qu'est un régime autocratique. Elle organisera en juin une conférence internationale qui devrait permettre aux démocraties anciennes et nouvelles d'échanger leurs expériences. Il faut espérer qu'un jour ce genre de conférence ne sera plus nécessaire.

DÉCLARATION DE M. DIMITRIJ RUPEL, MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE LA RÉPUBLIQUE DE SLOVÉNIE

12. M. RUPEL (Slovénie) constate que la situation actuelle en matière de droits de l'homme n'est guère encourageante. De graves violations de ces droits continuent de se produire dans différentes parties du monde notamment dans le cadre de conflits, comme au Kosovo, au Timor oriental ou en Tchétchénie. Dans tous les cas, des enquêtes approfondies devraient être menées sur les violations alléguées du droit international humanitaire afin de traduire les responsables en justice. La situation au Kosovo et en République fédérale de Yougoslavie (Serbie et Monténégro) reste préoccupante et il est clair que l'amélioration des relations interethniques est au cœur des efforts de stabilisation dans cette région troublée. La Slovénie espère vivement que la Conférence internationale sur les relations interethniques et les minorités dans l'Europe du Sud-Est, organisée dans le cadre du Pacte de stabilité, qu'elle a accueillie récemment sera suivie d'actions concrètes en vue d'améliorer ces relations. Ce processus pourrait également constituer une contribution utile à la Conférence mondiale contre le racisme. La Slovénie se félicite par ailleurs de la mise en place

en Croatie d'un nouveau gouvernement qui s'est engagé à respecter les droits de l'homme, et estime par conséquent que la Croatie ne devrait plus figurer dans le mandat du Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme dans cette région.

13. L'universalité des droits de l'homme et des libertés fondamentales est désormais évidente. Un concept reflète la nécessité de placer l'individu au centre des efforts de la communauté internationale pour mettre fin aux violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire : c'est le concept de sécurité de l'être humain. C'est dans ce contexte qu'il faut envisager le problème des armes légères et de petit calibre. La Slovénie espère que des recommandations claires seront adoptées à la Conférence des Nations Unies sur cette question et appuiera tous les efforts en vue d'élaborer un plan d'action prévoyant des mesures efficaces de prévention et de réduction des armes légères. Pour assurer la sécurité de l'être humain, il faut également amener les acteurs non étatiques, qui jouent un rôle dans de nombreux conflits internes, à respecter les droits de l'homme et les règles du droit humanitaire pour protéger les populations civiles sans défense. La Slovénie est donc favorable à l'élaboration de normes internationales en la matière. Il convient de souligner enfin l'action inestimable des organisations non gouvernementales, nationales ou internationales, qui souvent aident les gouvernements à agir et qui ont joué un rôle essentiel dans l'adoption de la Convention d'Ottawa sur les mines antipersonnel ou du Statut de la Cour pénale internationale.

14. Notant par ailleurs que deux ans après l'adoption de la Déclaration sur les défenseurs des droits de l'homme, un grand nombre de ces derniers, dans toutes les régions du monde, continuent d'être menacés ou ont même perdu la vie en raison de leur action en faveur des droits de l'homme, la Slovénie appuie les initiatives en vue de la mise en place de mécanismes de surveillance de l'application de la Déclaration, laquelle devrait être largement diffusée. Elle a été publiée en slovène à l'occasion de la Journée des droits de l'homme, le 10 décembre 1999.

15. La Slovénie note avec satisfaction l'augmentation constante du nombre de ratifications des six instruments fondamentaux relatifs aux droits de l'homme et espère vivement que la Convention relative aux droits de l'enfant sera universellement acceptée 10 ans après son entrée en vigueur. Elle se félicite également de la conclusion des travaux du Groupe de travail chargé d'élaborer un projet de protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés et souhaite que ce nouvel instrument qui vise à mettre fin au problème des enfants soldats soit rapidement adopté. De même, la Slovénie espère que le Protocole facultatif à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, qu'elle a été parmi les premiers pays à signer, le 10 décembre 1999, entrera très vite en vigueur et qu'il en sera de même également du Statut de la Cour pénale internationale adopté à Rome en 1998. Le Parlement slovène devrait ratifier cet instrument avant la fin de l'année en cours. Enfin, la Slovénie appuie les efforts actuellement déployés en vue de l'établissement de principes directeurs concernant le droit à réparation des victimes de violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire.

16. En ce qui concerne le fonctionnement des mécanismes de protection des droits de l'homme, la Slovénie se félicite de l'achèvement des travaux du Groupe de travail sur le renforcement de l'efficacité des mécanismes de la Commission et espère que la Commission adoptera rapidement les propositions formulées pour réformer ces mécanismes. En conclusion, M. Rupel réaffirme l'appui de son pays aux travaux du Haut-Commissariat aux droits de l'homme.

La Slovénie s'associe aux appels qui ont été lancés en vue d'accroître les fonds alloués à cette fin dans le budget ordinaire de l'ONU et devrait annoncer le versement d'une deuxième contribution volontaire pour financer ces activités.

DÉCLARATION DE M. JAN KAVAN, MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
DE LA RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

17. M. KAVAN (République tchèque) dit qu'à l'aube du troisième millénaire, il ne faut pas oublier les victimes de l'holocauste et des autres génocides perpétrés au siècle passé et que l'on doit continuer à rechercher un juste équilibre entre le principe de non-ingérence dans les affaires d'États souverains et le respect des droits inaliénables de tout être humain. À l'heure de la mondialisation, ces droits doivent faire l'objet d'une politique dynamique, ouverte et créative. C'est là le meilleur moyen de conjurer les menaces qui pèsent sur l'avenir de l'humanité.

18. Il semble inévitable qu'à la session en cours de la Commission des opinions contradictoires s'expriment lorsque seront examinées certaines questions politiques délicates. Il serait bon que ces débats ne rappellent pas les batailles idéologiques du siècle passé et qu'ils se déroulent dans un esprit de tolérance, de dialogue et de coopération.

19. Au cours de l'année écoulée, le Gouvernement tchèque a accordé une attention particulière au problème des Roms. Un nouveau plan global pour l'intégration de la minorité rom est en préparation et une grande campagne contre le racisme a été lancée récemment. Le Gouvernement tchèque est pleinement conscient de ses responsabilités à l'égard de la population rom. Il est toutefois convaincu que le problème revêt une dimension internationale. C'est pourquoi il a demandé à la Sous-Commission de la promotion et de la protection des droits de l'homme d'examiner la question des droits de l'homme de cette minorité. Il attend les résultats concrets du travail entrepris en la matière. Par ailleurs, le projet de loi sur les droits des minorités ethniques sera prêt d'ici la fin du mois de juin et la loi sur l'ombudsman est entrée en vigueur le 1er mars 2000. En outre, la loi sur l'acquisition et la perte de la nationalité a été modifiée et le nouveau projet de loi sur la police devrait renforcer les garanties entourant les droits et libertés des citoyens. Enfin, le nouveau Code pénal, qui devrait entrer en vigueur en 2001, simplifiera et accélérera les procédures pénales.

20. La République tchèque s'emploie activement à améliorer la situation des droits de l'homme sur son territoire en s'acquittant pleinement de toutes les obligations qu'elle a contractées en ratifiant les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme. Elle espère également rejoindre prochainement l'Union européenne et faire profiter les États qui en font partie de l'expérience qu'elle a acquise dans le domaine des droits de l'homme, notamment à l'époque du totalitarisme. La République tchèque est favorable à un dialogue ouvert au niveau tant bilatéral que multilatéral, notamment sur les problèmes qui se posent dans chaque pays. C'est dans cet esprit qu'elle a accueilli, en septembre 1999, le Rapporteur spécial de la Commission sur les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée, dont le rapport devrait être publié prochainement.

21. S'agissant des Balkans, la République tchèque soutient tous les efforts déployés par la communauté internationale, notamment dans le cadre de la MINUK et de la KFOR, pour instaurer une paix durable dans toute la région. La communauté internationale doit prendre

rapidement des mesures en vue d'organiser des élections démocratiques au Kosovo et en Serbie, d'assurer le retour des réfugiés dans la sécurité, d'obtenir la mise en liberté des prisonniers politiques incarcérés dans les prisons serbes et d'encourager un climat de coopération entre les nationalités vivant dans la région. La République tchèque condamne toutes les formes de nettoyage ethnique, quelles qu'en soient les victimes, et soutient la création d'un Kosovo multiethnique et multiculturel doté d'un haut degré d'autonomie au sein de la République fédérale de Yougoslavie.

22. En Tchétchénie, la situation humanitaire est alarmante. La République tchèque se réjouit que le Haut-Commissaire du Conseil de l'Europe ait pu se rendre dans la région et engager le dialogue avec les représentants de la Fédération de Russie et qu'à cette occasion la création d'un bureau des droits de l'homme à Grozny ait été décidée. Elle note également avec plaisir que la visite de la Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Mme Mary Robinson, en Tchétchénie, aura finalement lieu. Elle espère enfin que le Comité international de la Croix-Rouge sera en mesure de soulager les souffrances de la population et que le Gouvernement russe enquêtera rapidement sur les massacres de civils qui ont été signalés et en punira les auteurs.

23. S'agissant de l'élaboration de normes internationales en matière de droits de l'homme, la République tchèque se félicite de la mise au point de la version finale du protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés. Elle souhaite aussi que le protocole facultatif concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie impliquant des enfants ainsi que le protocole facultatif à la Convention contre la torture soient rapidement achevés. La République tchèque a été l'un des premiers États Membres de l'ONU à signer, le 10 décembre 1999, le Protocole facultatif à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. Elle a également ratifié la Charte sociale européenne à l'automne 1999 et envisage de faire la déclaration prévue à l'article 14 de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale. Enfin, les projets d'amendements à la Constitution permettant la ratification du Statut de la Cour pénale internationale ont été soumis au Parlement tchèque en février 2000.

24. Deux années auparavant, le Président Havel a déclaré devant la Commission que le principal problème de notre monde multipolaire n'est pas le mal en tant que tel mais la tolérance à l'égard du mal. Il faut espérer que la Commission des droits de l'homme contribuera par son action à préparer pour les générations futures un monde où il n'y aura plus de place pour la tolérance à l'égard du mal.

RAPPORT DU HAUT-COMMISSAIRE DES NATIONS UNIES AUX DROITS DE L'HOMME ET SUIVI DE LA CONFÉRENCE MONDIALE SUR LES DROITS DE L'HOMME (point 4 de l'ordre du jour) (E/CN.4/2000/5, E/CN.4/2000/12 et Add.1; E/CN.4/2000/NGO/3)

25. Mme ROBINSON (Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme) présente son rapport annuel (E/CN.4/2000/12) établi conformément à la résolution 1999/54 de la Commission. Le thème de la prévention a été choisi comme axe principal du rapport compte tenu de l'appel lancé par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies pour que le nouveau siècle soit celui de la prévention et de l'intérêt manifesté par la Commission pour ce sujet. Un additif à ce rapport (E/CN.4/2000/12/Add.1) répond aux demandes formulées

par la Commission dans ses résolutions 1998/21, 1999/54 et 1999/57, concernant respectivement la tolérance et le pluralisme, l'évaluation des activités des bureaux du Haut-Commissariat sur le terrain et la promotion du droit à la démocratie.

26. Le premier chapitre du rapport, intitulé "Prévention et répression du crime de génocide", pose la question de savoir pourquoi la communauté internationale n'a pas pu intervenir efficacement pour empêcher le génocide par exemple au Burundi, au Rwanda ou en ex-Yougoslavie, ou pour mettre fin aux crimes contre l'humanité perpétrés au Cambodge. Cet échec met en évidence la nécessité d'élaborer des mesures d'alerte rapide et un système de prévention des conflits ainsi que l'obligation de rendre des comptes, et souligne l'importance d'appliquer la Convention sur le génocide. Le deuxième chapitre, intitulé "Prévention du racisme et de la discrimination raciale", réaffirme que le racisme, la discrimination et la xénophobie sont à l'origine de la plupart des conflits qui surviennent dans le monde. Il s'inscrit bien sûr dans le contexte de la prochaine tenue de la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée et promeut l'idée de la lutte contre le racisme comme mesure préventive pour apaiser les tensions et désamorcer les conflits qui se font jour dans les sociétés.

27. Le troisième chapitre du rapport porte sur le droit au développement et la prévention des violations des droits de l'homme. La pauvreté étant un obstacle à la jouissance des droits de l'homme, il est indispensable de rechercher les moyens d'assurer une meilleure réalisation des droits économiques, sociaux et culturels et du droit au développement. Le rapport expose également les mesures à prendre pour mettre fin au problème persistant de l'esclavage sous toutes ses formes et prévenir la traite des femmes et des enfants. Il traite aussi du rôle que peut jouer l'éducation dans le domaine des droits de l'homme dans la prévention des violations. Plus largement, il aborde les principales questions qui figurent actuellement à l'ordre du jour de la Commission et recense les mesures préventives actuellement utilisées ou qui pourraient être envisagées.

28. Mme Robinson indique en conclusion qu'elle compte s'attacher à consolider la capacité du Haut-Commissariat à prévenir les violations flagrantes des droits de l'homme.

29. M. LIU Xinsheng (Chine) rend hommage à l'activité du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme et se félicite que la Haut-Commissaire aux droits de l'homme ait à plusieurs occasions préféré la coopération entre les pays à un affrontement vain, et qu'elle ait reconnu l'importance des droits économiques, sociaux et culturels ainsi que du droit au développement.

30. Il note également avec satisfaction que la Haut-Commissaire aux droits de l'homme a pris des mesures utiles dans le domaine des services consultatifs et de la coopération technique. Ainsi, sous l'égide du Haut-Commissariat, huit ateliers ont été organisés sur les arrangements régionaux pour la promotion et la protection des droits de l'homme dans la région de l'Asie et du Pacifique. Le huitième atelier, qui s'est tenu à Beijing, a adopté un document qui devrait guider les activités de promotion des droits de l'homme en 2000 et 2001 dans la région de l'Asie et du Pacifique.

31. La Haut-Commissaire aux droits de l'homme a rappelé dans son rapport que le racisme, la discrimination raciale et le génocide sont des violations graves des droits de l'homme.

En prévision de la tenue de la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui est associée, le Haut-Commissariat aux droits de l'homme a organisé deux séminaires d'experts, et plusieurs réunions préparatoires régionales sont aussi prévues. Le Gouvernement chinois soutient activement l'action de la communauté internationale dans ce domaine. En particulier, il a décidé de transférer la part non dépensée de sa contribution à la Conférence mondiale sur les droits de l'homme à la Conférence mondiale contre le racisme.

32. Notant que la Haut-Commissaire aux droits de l'homme a mis l'accent dans son rapport sur la prévention des violations flagrantes des droits de l'homme et des conflits, le représentant de la Chine fait observer que l'application de mesures préventives par la communauté internationale ne doit se faire qu'en accord avec les États concernés et dans le respect de leur souveraineté. Elle ne doit pas se traduire par un élargissement du mandat du Haut-Commissariat et des mécanismes apparentés, ni par une ingérence dans les affaires intérieures des pays visés. Le rôle du Haut-Commissariat est d'être au service des États membres et de la Commission et le Haut-Commissaire doit accomplir son mandat conformément à la résolution 48/141 de l'Assemblée générale des Nations Unies.

33. Le Gouvernement chinois a toujours entretenu des relations positives et sincères avec le Haut-Commissariat. Après la visite en Chine de la Haut-Commissaire en 1998 et d'un groupe d'experts du Haut-Commissariat en 1999, il a organisé le huitième séminaire sur les arrangements régionaux pour la promotion et la protection des droits de l'homme dans la région de l'Asie et du Pacifique du 1er au 3 mars 2000, à Beijing. À cette occasion, il a procédé à un échange de vues utile avec Mme Robinson sur la fourniture d'une coopération technique dans le domaine des droits de l'homme. Le Gouvernement chinois souhaite renforcer encore davantage ses liens de coopération avec le Haut-Commissariat et les mécanismes de protection des droits de l'homme mis en place par les Nations Unies.

34. M. AKRAM (Pakistan) convient que pour lutter contre l'impunité, il est nécessaire d'agir dans le cadre d'un système efficace d'alerte rapide et de prévention des conflits car des violations graves qui ne font l'objet ni de poursuites ni de condamnation peuvent déboucher sur un conflit susceptible de dégénérer en hostilités ouvertes, voire aboutir à une guerre. Cependant, les mécanismes de protection des droits de l'homme quels qu'ils soient ne donneront de résultats que s'ils sont sous-tendus par la volonté politique des États. Par exemple, le Rapporteur spécial sur les exécutions arbitraires avait, en 1993, attiré l'attention de la Commission sur le risque d'un génocide au Rwanda. Mais la communauté internationale a préféré attendre; de même, bien que disposant d'informations fiables, elle n'a pas réagi face à la dégradation de la situation des droits de l'homme dans les Balkans, dans le Caucase et au Jammu-et-Cachemire.

35. Il est dit au paragraphe 14 du rapport du Haut-Commissaire (E/CN.4/2000/12) que la souveraineté et le nationalisme s'affirment de plus en plus souvent de manière violente et que l'intégrité des États-nations est de plus en plus remise en cause par des forces de division de nature ethnique, culturelle ou linguistique. Il reste que souvent des conflits naissent parce que le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, entendu au sens large, est nié, et son exercice est brutalement réprimé. Avant d'envisager d'élaborer de nouveaux mécanismes d'intervention, tels que la création d'une force de réaction rapide ou l'envoi d'observateurs, il est primordial d'établir des critères objectifs et admis par tous pour guider l'action de la communauté internationale face aux violations flagrantes des droits de l'homme et éviter toute sélectivité.

36. Le représentant du Pakistan partage l'opinion du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies quant à la nécessité de mettre en place des actions préventives dans les situations d'urgence humanitaire. Mais qu'entend-on par urgence humanitaire ? Il est difficile de déterminer à partir de combien de victimes et de quelles souffrances des mesures doivent être prises. En outre, il importe de ne pas accorder une place disproportionnée aux événements largement médiatisés au détriment des violences moins spectaculaires, mais tout aussi inacceptables, liées à ce que l'on appelle les conflits de faible intensité. Le Pakistan attend avec intérêt le débat sur le concept d'ingérence humanitaire qui aura lieu à l'Assemblée générale des Nations Unies. Une intervention humanitaire doit être opportune et appropriée, non discriminatoire et non sélective. En tout état de cause, elle doit être conforme à la Charte des Nations Unies, et notamment respecter les principes de la souveraineté des États et de la non-ingérence dans les affaires intérieures. Cela dit, ces principes ne doivent pas empêcher d'agir dans les situations où des populations subissent une occupation étrangère ou qui relèvent de la juridiction de l'ONU en vertu de résolutions du Conseil de sécurité.

37. Par ailleurs, si la notion de "règles d'humanité fondamentales" exposée dans le rapport du Haut-Commissaire est intéressante, la communauté internationale doit, avant d'en étudier tous les aspects, s'assurer que les normes du droit international humanitaire existantes, en particulier celles relatives aux conflits armés, sont effectivement appliquées et respectées, en particulier dans les situations de conflit armé. Il conviendrait également que la Commission désigne un rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme dans les territoires occupés ou placés sous la juridiction de l'ONU.

38. Les propositions formulées au paragraphe 95 du rapport méritent d'être examinées plus avant. D'une manière générale, les initiatives comme la désignation de personnalités éminentes pour des missions de bons offices ou d'observateurs devraient se faire en concertation avec la Commission. Il serait également bon que le rapport soit transmis à d'autres organes de l'ONU, en particulier au Conseil de sécurité.

39. En ce qui concerne le droit au développement, le Gouvernement pakistanais avait espéré que le rapport aurait clarifié davantage les priorités du Haut-Commissariat et la nature de ses relations avec d'autres organismes internationaux qui s'occupent du développement. Il craint entre autres que les structures envisagées telles qu'un "cadre de développement global" ne restreignent encore les conditions d'accès à la coopération en vue du développement. La pauvreté est un des fléaux les plus pernicioseux qui porte atteinte au droit à la vie de milliers de personnes. Son éradication constitue un immense défi et un moyen essentiel de promouvoir le développement. Il appartient à la Commission de mettre en place le cadre de protection des droits de l'homme qui permettra d'atteindre cet objectif.

40. M. HEINEMANN (Observateur des Pays-Bas) approuve l'action menée par la Haut-Commissaire dans le sens de la prévention des violations des droits de l'homme et son intention de solliciter des partenaires pour cette action.

41. Afin de renforcer l'efficacité du Haut-Commissariat, il faudrait augmenter sensiblement les crédits qui lui sont attribués au titre du budget ordinaire de l'ONU. Il y aurait lieu en outre d'améliorer l'utilisation des ressources humaines, notamment par la délégation de responsabilités et l'établissement de structures de gestion claires. Les Pays-Bas apprécient les réunions

d'information organisées par le Haut-Commissariat et ils aimeraient que ces réunions deviennent une pratique régulière. La présentation de l'Appel annuel 2000 permet de mieux comprendre les besoins de financement et la délégation néerlandaise aimerait disposer pour le prochain exercice financier d'un document analogue concernant l'emploi des fonds issus du budget ordinaire.

42. Pour conclure, le représentant des Pays-Bas préconise de soutenir l'action du Haut-Commissariat et de resserrer la collaboration avec lui par un dialogue plus étroit entre les missions des pays auprès de l'ONU et la Haut-Commissaire.

43. M. NUSHIRWAN (Observateur de la Malaisie) insiste sur l'importance d'une prévention bien conçue des violations des droits de l'homme. Cette prévention doit répondre à plusieurs critères : suivre une ligne bien définie et constante, tout en ménageant une certaine souplesse pour tenir compte de la diversité des situations; compléter et enrichir les activités des instances supérieures de l'ONU, notamment du Conseil de sécurité, sans faire double emploi avec elles, tout en étant conforme aux dispositions du droit international et de la Charte des Nations Unies; comporter des objectifs et des règles d'intervention clairs, ainsi que des critères de désengagement tout aussi clairs afin d'éviter que l'intervention ne s'éternise et ne devienne une fin en soi.

44. La délégation malaisienne apprécie l'effort déployé par le Haut-Commissariat pour donner plus de transparence à ses activités, en particulier le lancement de l'Appel annuel 2000. Elle engage les donateurs, notamment les pays développés, à étoffer leurs contributions volontaires sans objet désigné pour financer le programme des droits de l'homme, conformément au paragraphe 10 de la résolution 1999/54 de la Commission. La délégation malaisienne approuve l'idée d'affecter à des projets de coopération technique l'essentiel du financement du programme. En effet, la Malaisie et beaucoup d'autres pays en développement sont partisans d'une coopération technique propre à renforcer les capacités nationales afin d'opérer des réformes en profondeur. Elle propose donc de donner à la Haut-Commissaire les moyens de réaffecter à des projets de coopération technique toutes les contributions inutilisées.

45. La délégation malaisienne approuve le chapitre III du rapport (E/CN.4/2000/12), intitulé "Le droit au développement et la prévention des violations des droits de l'homme", car le sous-développement est à son avis la principale cause des violations massives de ces droits. Elle regrette toutefois que le rapport n'insiste pas assez sur le lien existant entre les droits de l'homme et le développement

46. M. KAVSADZE (Observateur de la Géorgie) dit que pour les États qui ont accédé récemment à l'indépendance et qui se heurtent au problème des réfugiés et des personnes déplacées, le Haut-Commissariat aux droits de l'homme revêt une grande importance, notamment en ce qui concerne la défense des droits fondamentaux, tels que la liberté d'expression, qui sont énoncés dans la Charte internationale des droits de l'homme. Il conviendrait à ce propos d'assouplir et de renforcer les mécanismes de mise en œuvre de cette Charte. Les efforts déployés dans ce sens pourraient être coordonnés par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme et la Commission. Celle-ci devrait d'ailleurs devenir une structure indépendante, de même rang que le Conseil économique et social, et accueillir en son sein des organisations non gouvernementales de défense des droits de l'homme en raison du rôle dynamique et constructif qu'elles ont joué jusqu'à présent.

47. Par ailleurs, le Haut-Commissariat aux droits de l'homme et la Commission devraient d'une part créer un groupe de travail commun qui serait chargé d'examiner les situations de droits de l'homme et d'autre part envisager de créer une chaîne de télévision permanente qui diffuserait des informations sur ces situations.

48. S'agissant du rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme (E/CN.4/2000/12 et Add.1), la Géorgie souhaiterait que soit réexaminée la structure de l'antenne locale du Haut-Commissariat aux droits de l'homme à Sukumi. En effet, la présence du Haut-Commissariat sur le terrain n'a pas donné les résultats escomptés. D'une manière générale, il conviendrait d'ailleurs de confier à un groupe de travail le soin d'évaluer l'efficacité de la coopération technique et des services consultatifs fournis aux pays.

49. Enfin, la Géorgie estime que le nettoyage ethnique tombe sous le coup de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, crime qui est imprescriptible. Or, on constate que jusqu'à présent les responsables des politiques de nettoyage ethnique n'ont pas été sanctionnés.

50. M. MOUNIR (Observateur de l'Égypte) se félicite que dans son rapport, la Haut-Commissaire aux droits de l'homme mette l'accent sur la nécessité de prévenir les violations des droits de l'homme et notamment de mettre en place un mécanisme d'alerte rapide fiable et un dispositif d'intervention d'urgence pour faire face à des situations imprévues.

51. L'Égypte estime que la pauvreté fait naître des situations propices à la violation des droits de l'homme. C'est pourquoi il faut renforcer la coopération entre le Haut-Commissariat aux droits de l'homme et les programmes et institutions des Nations Unies qui s'occupent du développement et qui luttent contre la pauvreté, l'ignorance et la maladie. Il convient à ce propos de rappeler avec force à la communauté internationale en général et aux pays développés en particulier que la réalisation du droit au développement est le meilleur garant du respect des droits de l'homme.

52. M. LITTMAN (Association pour l'éducation d'un point de vue mondial) évoque le risque d'interprétations divergentes de la notion d'universalité des droits de l'homme, universalité qui ne souffre aucune exception. Il s'élève contre la publication par l'ONU, dans le volume II, intitulé "Instruments régionaux", de son Recueil d'instruments internationaux, d'un document à caractère essentiellement religieux soumis par un organisme non régional. Dans son exposé écrit (E/CN.4/2000/NGO/3), l'Association pour l'éducation d'un point de vue mondial demande instamment que soit corrigée pareille anomalie, aucun document religieux n'ayant sa place dans le Recueil. Elle recommande de supprimer dans toutes les futures éditions du volume II dans toutes les langues officielles les pages dans lesquelles est reproduite une résolution d'une organisation intergouvernementale que l'on ne saurait en aucun cas considérer comme un organisme régional; la présence de ce texte risque de créer un précédent regrettable qui fausserait le cadre juridique dans lequel doivent s'inscrire les décisions et résolutions des Nations Unies relatives aux droits de l'homme.

53. L'Association pour l'éducation d'un point de vue mondial constate avec satisfaction qu'il est fait mention au paragraphe 59 du rapport du Haut-Commissaire (E/CN.4/2000/12), sous la rubrique "L'esclavage traditionnel", des pratiques qui ont cours au Soudan. L'Association, de concert avec d'autres ONG comme Christian Solidarity International (CSI), dénonce

régulièrement l'esclavage dans ce pays. Le statut consultatif de CSI a été retiré, officiellement en raison d'erreurs de procédure commises par cette organisation alors que le motif réel de ce retrait est à l'évidence sa campagne contre l'esclavage au Soudan. Pourtant, l'esclavage est bel et bien un "crime contre l'humanité".

54. M. WADLOW (Association des citoyens du monde) approuve le rapport du Haut-Commissaire aux droits de l'homme (E/CN.4/2000/12) qui met à juste titre l'accent sur la prévention et les procédures d'alerte rapide. Il convient en effet d'éviter l'erreur que l'on avait faite en 1993 en négligeant les risques de génocide au Rwanda.

55. Trois types de situation doivent être surveillés en priorité : les conflits armés déclarés, question exposée en détail dans le document E/CN.4/2000/NGO/1; les événements sources de danger potentiel, et c'est là qu'intervient le rôle de vigie de la Commission - question qui fait l'objet du document E/CN.4/2000/NGO/2; les situations de violence structurelle, liées au développement et à l'injustice sociale.

56. Ces situations exigent l'intervention de trois types de protagonistes : les États qui sont le siège ou le théâtre de conflits armés, de situations explosives ou de violences structurelles, le secrétariat de l'ONU chargé des droits de l'homme; à cet égard, il faut absolument assurer l'indépendance non seulement des rapporteurs spéciaux de la Commission mais aussi de tous ceux qui travaillent pour les droits de l'homme au sein du secrétariat et des organes conventionnels; enfin, les ONG.

57. Il y aurait beaucoup à faire pour rationaliser les relations entre les protagonistes : représentants des États, du Secrétariat de l'ONU et des ONG. En effet, les représentants des ONG font l'objet de pressions des gouvernements dans les instances de l'ONU. Il y a donc lieu de réformer le système des relations actuelles entre l'ONU et les ONG afin de renforcer la place de la société civile dans le système des Nations Unies selon des principes démocratiques.

58. M. MALGUINOV (Fédération de Russie), exerçant son droit de réponse, regrette que les Ministres des affaires étrangères du Portugal et de la Pologne méconnaissent, ou plutôt ne veuillent pas connaître la situation réelle de la Tchétchénie, où la Fédération de Russie mène des opérations antiterroristes visant à préserver son intégrité territoriale et à faire respecter la Constitution. Le Gouvernement polonais semble en douter. Ce n'est pas étonnant lorsque l'on sait que les autorités policières polonaises ont laissé des voyous pénétrer dans l'enceinte de l'ambassade russe à Varsovie pour y enlever le drapeau russe.

59. Ceux qui dénoncent les violations des droits de l'homme en Tchétchénie ne disent mot des milliers d'enlèvements auxquels se sont livrés les terroristes tchétchènes et dont ont notamment été victimes deux citoyennes polonaises. De toute façon, le Représentant spécial du Président pour les droits de l'homme, la commission parlementaire créée à cette fin et le bureau du Procureur veilleront à ce que ces violations fassent l'objet d'enquêtes appropriées. Par ailleurs, la délégation russe tient à la disposition des personnes qui souhaitent la consulter la longue liste des organisations et des personnalités qui se sont rendues en Tchétchénie ces derniers mois. Le Gouvernement de la Fédération de Russie s'emploie en fait activement à rétablir les droits de l'homme en Tchétchénie et à parvenir précisément à un règlement politique du problème.

60. Les droits de l'homme n'auraient rien à gagner d'une politisation des débats de la Commission sur cette question.

La séance est levée à 17 h 35.
